

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juillet 1991;
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1991;
 Vu l'avis du Conseil d'Etat;
 Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;
 Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française,

Arrête :

Article 1er. L'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 instaurant une Commission d'assimilation et une Commission d'appel en vue de l'assimilation au grade et au diplôme d'ingénieur industriel de certains grades conférés et de certains diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, les mandats des présidents, vice-présidents, membres, secrétaires et rapporteurs des Commissions d'assimilation et d'appel, constitués pour un cinquième terme, sont prolongés jusqu'au 31 décembre 1992. »

Art. 2. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

TRADUCTION

N. 92 — 534

[S-C — 29041]

18 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 houdende instelling van een Assimilatiecommissie en een Commissie van beroep ter gelijkstelling van bepaalde graden en diploma's, uitgereikt door inrichtingen voor hoger onderwijs, met de graad en het diploma van industrieel ingenieur

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type, inzonderheid op artikel 8, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1977 houdende instelling van een Assimilatiecommissie en een Commissie voor beroep ter gelijkstelling van bepaalde graden en diploma's, uitgereikt door inrichtingen voor hoger onderwijs, met de graad en het diploma van industrieel ingenieur, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 25 juli 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 16 september 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 houdende instelling van een Commissie van beroep ter gelijkstelling van bepaalde graden en diploma's, uitgereikt door inrichtingen voor hoger onderwijs, met de graad en het diploma van industrieel ingenieur, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid worden de mandaten van de voorzitters, ondervoorzitters, leden, secretarissen en rapporteurs van de Assimilatiecommissies en Commissies van beroep, die voor een vijfde termijn zijn vastgesteld, tot 31 december 1992 verlengd. »

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 92 — 535

18 NOVEMBRE 1991

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime I

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 10, 11, 12, 13, 17, 19, 27, 28, 30, 41, 42, 43, 44, 45, 75, 102, 105, 136 et 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 juillet 1991 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, la programmation de certaines sections et unités de formation dans l'enseignement de promotion sociale de régime I étant autorisée à partir du 1^{er} janvier 1992, il y a lieu de prendre au plus tôt des dispositions qui permettent aux pouvoirs organisateurs d'introduire les dossiers pédagogiques des sections et unités de formation proposées à la programmation;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier pédagogique d'une unité de formation comporte, en vertu de l'article 17 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les éléments suivants :

- 1^o l'horaire minimum de l'unité de formation;
- 2^o le contenu minimum de l'unité de formation;
- 3^o les caractéristiques de l'unité de formation;
- 4^o la part d'autonomie de l'horaire minimum de l'unité de formation;
- 5^o la part supplémentaire de l'horaire de l'unité de formation.

Art. 2. L'horaire minimum d'une unité de formation représente la somme des périodes consacrées :

- 1^o à l'enseignement du contenu minimum;
- 2^o à l'évaluation des acquis des élèves;
- 3^o à la part d'autonomie;
- 4^o aux réunions du conseil des études;
- 5^o aux opérations d'admission, de suivi pédagogique et de sanction des études.

Ces périodes sont dévolues aux professeurs et experts et réparties sur l'ensemble de ces membres du conseil des études, donc à l'exclusion du chef d'établissement ou de son délégué et des membres extérieurs à l'établissement.

Art. 3. Le contenu minimum d'une unité de formation représente le programme minimum exprimé en termes d'objectifs suffisamment détaillés ou de cahier des charges précis du ou des cours composant l'unité de formation.

Ce programme est établi de manière telle qu'en fin d'unité de formation, les élèves maîtrisent les capacités terminales de l'unité.

La certification de l'unité de formation est basée uniquement sur ce contenu minimum.

Art. 4. Les caractéristiques de l'unité de formation sont :

- 1^o l'intitulé de l'unité de formation;
- 2^o les finalités;
- 3^o les connaissances préalables requises;
- 4^o le classement du ou des cours en cours généraux, cours techniques, cours spéciaux, pratique professionnelle, cours techniques et de pratique professionnelle, cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie ainsi que le nombre de périodes qui sont attribuées à chacun d'eux;
- 5^o le classement de l'unité, selon le cas :
 - en unité de transition ou de qualification dans l'enseignement secondaire;
 - suivant le degré de l'enseignement secondaire;
 - suivant la catégorie de l'enseignement supérieur;
- 6^o les éventuelles recommandations pédagogiques ou de sécurité relatives à la constitution des groupes;
- 7^o le profil du ou des professeurs et/ou experts.

Art. 5, § 1^{er}. La part d'autonomie de l'horaire minimum de l'unité de formation représente le nombre de périodes que l'établissement utilise, s'il échet à son choix, notamment pour :

- 1^o rencontrer des approches ou des besoins spécifiques;
- 2^o adapter temporairement l'unité de formation aux évolutions immédiates.

§ 2. Les unités de formation consacrées aux épreuves intégrées définies dans le règlement général des études et liées à la capitalisation des attestations de réussite en vue de la délivrance d'un titre, ne comportent pas de part d'autonomie.

Aucun test d'admission n'est prévu à l'entrée de ces unités de formation.

§ 3. Les unités de formation consacrées aux stages ne comportent pas de part d'autonomie.

Art. 6. Les finalités, les objectifs et les connaissances préalables requises des unités de formation sont exprimés en termes de capacités.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir-être.

Après fixation des connaissances préalables requises, possibilité est donnée de préciser certains titres d'études qui peuvent en tenir lieu.

Art. 7. Le dossier pédagogique d'une unité de formation est présenté sous forme du document 8bis dont modèle en annexe 1.

Les pièces annexées à ce document sont présentées selon modèle libre. Elles portent toutes les mêmes date et références que le document modèle visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Le dossier pédagogique d'une section comporte les éléments suivants :

- 1^o l'intitulé de la section;
- 2^o les finalités;
- 3^o les connaissances préalables requises;
- 4^o l'énumération des unités de formation constitutives de la section et les liaisons entre elles;
- 5^o les modalités de capitalisation des attestations des différentes unités de formation constitutives de la section;

- 6° le classement de la section, selon le cas :
- suivant le degré de l'enseignement secondaire;
 - suivant la catégorie de l'enseignement supérieur;
- 7° le titre délivré à l'issue de la section.

Art. 9. Si la section comporte plus de deux unités, l'une d'elles doit être constituée par une épreuve intégrée définie dans le règlement général des études.

Art. 10. Les finalités, les objectifs et les connaissances préalables requises des sections sont exprimés en termes de capacités.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir-être.

Après fixation des connaissances préalables requises, possibilité est donnée de préciser certains titres d'études qui peuvent en tenir lieu.

Art. 11. Le dossier pédagogique d'une section est présenté sous forme du document 8ter dont modèle en annexe 2.

Les pièces annexées à ce document sont présentées selon modèle libre. Elles portent toutes les mêmes date et références que le document modèle visé ci-dessus.

Art. 12. Les dispositions des articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 concernent les dossiers des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, visés à l'article 136 du décret du Conseil de la Communauté française du 18 avril 1991, pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation.

Art. 13. Les dossiers pédagogiques établis conformément aux dispositions du présent arrêté par les pouvoirs organisateurs ou par les chefs d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, sont adressés en quatre exemplaires à leur réseau d'enseignement respectif.

Le réseau de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est représenté par le groupe « enseignement de promotion sociale » créé au sein du Conseil pédagogique de la Communauté française.

Les réseaux de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont représentés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 14. Chaque réseau d'enseignement propose les dossiers pédagogiques et les adresse en quatre exemplaires à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, au plus tard vingt jours avant l'ouverture de la section ou de l'unité de formation par l'établissement concerné.

Art. 15. Les dossiers pédagogiques sont examinés par le service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale.

Délégation est donnée au membre de l'inspection qui a pour mission d'encadrer le groupe des inspecteurs ayant l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions pour approuver ou non à titre provisoire les dossiers pédagogiques ou pour faire procéder à leur révision.

Les décisions motivées d'approbation ou non à titre provisoire des dossiers pédagogiques sont communiquées, sans délai, via l'administration, au président de la Commission de concertation, sans mention des établissements et réseaux concernés.

Ces dossiers peuvent être évoqués par la Commission de concertation qui les inscrit, s'il échet, à l'ordre du jour de ses travaux.

Art. 16. L'administration communique, sans délai, aux réseaux et aux pouvoirs organisateurs concernés de l'enseignement subventionné ou établissements concernés de la Communauté française, les décisions prises à l'égard des dossiers pédagogiques.

A cet effet, l'administration renvoie un exemplaire, portant la décision, du document mentionné à l'article 7 ou à l'article 11, au réseau d'enseignement concerné et un autre au pouvoir organisateur ou établissement concerné.

L'administration conserve un exemplaire et le service d'inspection en fait de même.

Art. 17. Le caractère provisoire de l'approbation d'un dossier pédagogique n'est levé que lorsque la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale s'est prononcée à son sujet et qu'il a reçu l'approbation de l'Exécutif ou par délégation du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, en tant que dossier de référence de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 18. Le titre délivré à l'issue d'études organisées sur la base d'un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire ne peut être qu'un titre spécifique à l'enseignement de promotion sociale.

Art. 19. Les dispositions des articles 20, 21, 22 et 23 concernent les dossiers des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, visés aux articles 102, 105 et 137 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, dont les dossiers de référence sont approuvés par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation.

Art. 20. En application de l'article 102 ou de l'article 105 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, le document mentionné à l'article 7 ou à l'article 11 est adressé par le pouvoir organisateur ou par le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, en quatre exemplaires, à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, au plus tard vingt jours avant l'ouverture de la section ou de l'unité de formation par l'établissement concerné.

Art. 21. Le document est visé par le membre de l'inspection qui a pour mission d'encadrer le groupe des inspecteurs ayant l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions.

Art. 22. L'administration renvoie un exemplaire du document visé au réseau d'enseignement concerné et un autre au pouvoir organisateur ou établissement concerné.

L'administration conserve un exemplaire et le service d'inspection en fait de même.

Art. 23. Lorsque l'article 137 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 est d'application, le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française communique également à l'administration les modalités de la transformation de la section existante.

Art. 24. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française est autorisé, dans les limites des dispositions légales et réglementaires, à ouvrir la section ou l'unité de formation considérée dès le moment où il est en possession du document visé tel que mentionnée à l'article 16, alinéa 1^{er} ou à l'article 22, alinéa 1^{er}, ou, lors de la première organisation de la section ou de l'unité de formation considérée, lorsque le délai de vingt jours mentionné à l'article 14 ou à l'article 20 a bien été respecté et est arrivé à échéance.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 1992.

Art. 26. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 novembre 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

ANNEXE 1

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE DE REGIME 1

Document 8bis — Dossier pédagogique — Unité de formation

1. La présente proposition émane du réseau (1)
 - Communauté française Libre — confessionnel
 - Provincial et communal — non confessionnel
 et se rapporte à l'établissement suivant :
 - dénomination :
 - adresse complète :
 -
 - n° matricule :
 - n° de téléphone :
2. Intitulé de l'unité de formation :
 -
 -
 -
3. Finalités de l'U.F. : repris en annexe n° (2) de pages (2)
4. Prérequis de l'U.F. : repris en annexe n° (2) de pages (2)
5. Classement de l'U.F. :
 - (1) enseignement secondaire : transition, (1) qualification (1)
 - degré — inférieur (1)
 - supérieur (1)
 - (1) enseignement supérieur de type court :
 - catégorie : (2)
 - (1) enseignement supérieur de type long :
 - catégorie : (2)
6. Recommandations particulières de dédoublement ou de regroupement :
 - repris en annexe n° (2) de pages (2)
7. Titre délivré à l'issue de l'U.F. : (2)
 -
 -
8. Programme du (des) cours :
 - repris en annexe (2) de pages (2)
9. Evaluation des capacités terminales :
 - repris en annexe (2) de pages (2)
10. Profil du (des) chargé(s) de cours :
 - repris en annexe (2) de pages (2)

(1) Biffer les mentions inutiles

(2) A compléter

11. Horaire de l'U.F. :

A. Horaire minimum

1. Dénomination des cours

.....

2. Part d'autonomie

.....

3. Conseil des études

Admission des élèves

Rattrapage

Bilan final

Classement
des cours
(2)

Nombre total
de périodes
(3)

.....

.....

Total des périodes

.....

B. Part supplémentaire éventuelle

.....

Total des périodes

.....

C. Total général des périodes

.....

12. Date de la proposition :

Signature du :

Chef d'établissement de la C.F. (1)

Représentant du pouvoir organisateur subventionné (1)

13. Observations du service d'inspection (annexe éventuelle)

Date : Signature :

14. DECISION : ACCORD — ACCORD PROVISOIRE — PAS D'ACCORD (1)

Motivation de la décision :

Date : Signature :

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) soit CG, CS, CT, CTPP, PP ou CPPM

(3) 1 période = 50 minutes

ANNEXE 2

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE DE REGIME 1

Document 8ter — Dossier pédagogique — Section

1. La présente proposition émane du réseau (1)

- Communauté française Libre — confessionnel
 Provincial et communal — non confessionnel

et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination :

adresse complète :

n° matricule :

n° de téléphone :

2. Intitulé de la section :

.....

3. Finalités : repris en annexe n° (2) de pages (2)

4. Prérequis : repris en annexe n° (2) de pages (2)

5. Classement de la section :

- E.S.I. E.S.t.c. catégorie :
- E.S.S. E.S.t.l. catégorie :

6. Titre délivré à l'issue de la section : (2)

.....

7. Unités de formation constitutives de la section :

Intitulés	Classement	Nombre de périodes
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

8. Modalités de capitalisation :

.....

9. Date de la proposition :

Signature du :
 chef d'établissement de la C.F. (1)
 représentant du pouvoir organisateur subventionné (1)

10. Observations du service d'inspection

Date : Signature :

11. DECISION : ACCORD — ACCORD PROVISOIRE — PAS D'ACCORD (1)

Motivation de la décision :

Date : Signature :

(1) Biffer les mentions inutiles
 (2) A compléter

VERTALING

N. 92 — 535

18 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op de artikelen 10, 11, 12, 13, 17, 19, 27, 28, 30, 41, 42, 43, 44, 45, 75, 102, 105, 136 en 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 juli 1991 houdende overdracht van bevoegdheid inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsvoorwaarden van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de programmatie van sommige opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I toegelaten werd vanaf 1 januari 1992, zodat onverwijld maatregelen dienen te worden getroffen om het de inrichtende machten mogelijk te maken, de pedagogische dossiers van de voor de programmatie voorgestelde opleidingsafdelingen en -eenheden in te dienen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. Het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid omvat, krachtens artikel 17 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, volgende elementen :

- 1° het minimale lesrooster van de opleidingseenheid;
- 2° de minimale inhoud van de opleidingseenheid;
- 3° de kenmerken van de opleidingseenheid;
- 4° het autonoom gedeelte van het minimaal lesrooster van de opleidingseenheid;
- 5° het bijkomend gedeelte van het lesrooster van de opleidingseenheid.

Art. 2. Het minimaal uurrooster van een opleidingseenheid vertegenwoordigt de som van de lessen gewijd aan :

- 1° het onderwijs van de minimale leerstof;
- 2° de evaluatie van de door de cursisten verworven kennis;
- 3° het autonoom gedeelte;
- 4° de vergaderingen van de studieraad;
- 5° de verrichtingen inzake toelating, pedagogische begeleiding en bekrachtiging van de studies.

Deze lestijden worden de leraars en deskundigen toegewezen en worden verdeeld over het geheel van deze leden van de studieraad, met uitsluiting van het schoolhoofd of diens gemachtigde en van de leden buiten de inrichting.

Art. 3. De minimale leerstof van een opleidingseenheid vertegenwoordigt het minimumprogramma, uitgedrukt in voldoende gedetailleerde doeleinden of een nauwkeurig lastenboek voor de leergang(en) die de opleidingseenheid samenstelt (samenstellen).

Dit programma wordt zo opgemaakt dat de leerlingen tegen het einde van de opleidingseenheid, de volledige inhoud van de eenheid machtig zijn.

De waarmeding van de opleidingseenheid steelt alleen op deze minimale leerstof.

Art. 4. De kenmerken van de opleidingseenheid zijn :

- 1° de titel van de opleidingseenheid;
- 2° de doeleinden;
- 3° de vereiste voorafgaande kennis;
- 4° de indeling in algemene vakken, technische vakken, beroepspraktijk, cursussen psychologie, pedagogiek en methodiek, alsook het aantal lestijden die aan elk daarvan worden toebedeeld.
- 5° de indeling van de eenheid naar gelang van het geval :
 - bij de doorstromings- of kwalificatie-eenheden van het secundair onderwijs;
 - volgens de graad van het secundair onderwijs;
 - volgens de categorie van het hoger onderwijs;
- 6° de eventuele pedagogische of veiligheidsaanbevelingen in verband met de samenstelling van groepen;
- 7° het profiel van de leraars en/of deskundigen.

Art. 5, § 1. Het autonoom gedeelte van het minimaal uurrooster van de opleidingseenheid vertegenwoordigt het aantal lestijden dat de inrichting gebruikt, desgevallend naar keuze, inz. :

- 1° om aan specifieke benaderingen of behoefters tegemoet te komen;
- 2° om de opleidingseenheid tijdelijk aan de onmiddellijke evaluaties aan te passen.

§ 2. De opleidingseenheden gewijd aan de geïntegreerde proeven die in het algemeen reglement der studies onschreven worden i.v.m. de kapitalisatie van de attesten van wetslagen met het oog op het uitreiken van een studiebewijs, omvatten geen autonoom gedeelte.

Geen enkele toelatingsproef is vereist bij de toelating tot deze opleidingseenheden.

§ 3. De opleidingseenheden die aan de stages gewijd worden, omvatten geen autonoom gedeelte.

Art. 6. De doeleinden, de finaliteiten en de voorafgaande kennis vereist voor de opleidingseenheden worden in inhoud uitgedrukt

Deze worden volgens het geval uitgedrukt in kundigheden, specialistische kennis en/of bedrevenheid.

Na vaststelling van de vereiste voorafgaande kennis wordt de mogelijkheid gegeven om te bepalen dat sommige studiebewijzen ze kunnen vervangen.

Art. 7. Het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid wordt in de vorm van document 8bis, waarvan model in bijlage 1, voorgelegd.

De bij dit dokument gevoegde stukken worden naar een vrij model voorgelegd. Ze dragen alle dezelfde datum en referenties als het modeldokument bedoeld in het 1e lid.

Art. 8. Het pedagogisch dossier van een afdeling omvat :

- 1° de benaming van de afdeling;
- 2° de doeleinden;
- 3° de vereiste voorafgaande kennis;
- 4° de opsomming van de samenstellende opleidingseenheden;
- 5° de wijze van kapitalisatie van de attesten voor de verschillende samenstellende opleidingseenheden van de afdeling;
- 6° de indeling van de afdeling, naar gelang van het geval :
 - volgens de graad van het secundair onderwijs;
 - volgens de categorie van het hoger onderwijs;
- 7° het studiebewijs dat uitgereikt wordt na afloop van de studie in de afdeling.

Art. 9. Indien de afdeling meer dan twee eenheden omvat, moet één ervan bestaan in een geïntegreerde proef die in het algemeen reglement van de studies wordt omschreven.

Art. 10. De finaliteiten, de doeleinden en de voorafgaande kennis vereist voor de opleidingseenheden worden in inhoud uitgedrukt.

Deze worden volgens het geval uitgedrukt in kundigheden, specialistische kennis en/of bedrevenheid.

Na vaststelling van de vereiste voorafgaande kennis wordt de mogelijkheid gegeven om te bepalen dat sommige studiebewijzen ze kunnen vervangen.

Art. 11. Het pedagogisch dossier van een afdeling wordt in de vorm van het dokument 8ter, waarvan model in bijlage 2, voorgelegd.

De bij dit dokument gevoegde stukken worden naar een vrij model voorgelegd. Ze dragen alle dezelfde datum en referenties als het hierboven bedoeld modeldokument.

Art. 12. De bepalingen van de artikelen 13, 14, 15, 16, 17 en 18 betreffen de dossiers der opleidingsafdelingen en eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bedoeld in artikel 136 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991, waarvoor nog geen door de Executieve goedgekeurd referentiedossier, na eensluidend advies van de Overlegcommissie, bestaat.

Art. 13. De pedagogische dossiers, opgemaakt luidens de bepalingen van dit besluit door de inrichtende machten of door de schoolhoofden in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden in vier exemplaren aan hun respectief onderwijsnet gericht.

Het onderwijsnet voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt door de groep « onderwijs voor sociale promotie », opgericht in de Pedagogische Raad van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd.

De onderwijsnetten voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden vertegenwoordigd door de representatieve organisaties van de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Art. 14. Uiterlijk twintig dagen vóór de opening van de opleidingsafdeling of eenheid door de betrokken inrichting stelt elk onderwijsnet de pedagogische dossiers en de adressen in vier exemplaren voor aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 15. De pedagogische dossiers worden door de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie onderzocht.

Overdracht van bevoegdheid wordt verleend aan het inspectielid dat de opdracht heeft de groep der inspecteurs, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, te begeleiden om voorlopig de pedagogische dossiers al dan niet goed te keuren of om tot de herziening ervan te doen overgaan.

De met redenen omklede beslissingen tot al dan niet voorlopige goedkeuring van de pedagogische dossiers worden onverwijld, langs het bestuur om, aan de voorzitter van de Overlegcommissie medegedeeld, zonder vermelding van de betrokken inrichtingen en netten.

Deze dossiers kunnen behandeld worden door de Overlegcommissie, die ze desnoods op de agenda van haar werkzaamheden inschrijft.

Art. 16. Het bestuur deelt onverwijld de betrokken netten en inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs of de betrokken inrichtingen van de Franse Gemeenschap, de beslissingen mee die ten aanzien van de pedagogische dossiers werden genomen.

Te dien einde stuurt het bestuur één exemplaar, dat de beslissing inhoudt, van het in artikel 7 of artikel 11 vermelde dokument aan het betrokken onderwijsnet en een ander aan de betrokken inrichtende macht of inrichting terug.

Het bestuur bewaart één exemplaar, de inspectiedienst eveneens.

Art. 17. Het voorlopig karakter van de goedkeuring van een pedagogisch dossier wordt pas opgeheven wanneer de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie zich hieromtrent heeft uitgesproken en wanneer het de goedkeuring heeft gekregen van de Executieve of, door overdracht van bevoegdheid, van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, als referentiedossier van het onderwijs voor sociale promotie van het stelsel 1.

Art. 18. Het studiebewijs uitgereikt na afloop der studies georganiseerd op grond van een voorlopig goedgekeurd pedagogisch dossier, kan slechts een specifiek studiebewijs voor het onderwijs voor sociale promotie zijn.

Art. 19. De bepalingen van de artikelen 20, 21, 22 en 23 betreffen de dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bedoeld bij de artikelen 102, 105 en 137 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 15 april 1991, waarvan de referentiedossiers door de Executieve worden goedgekeurd, op eensluidend advies van de Overlegcommissie.

Art. 20. Bij toepassing van artikel 102 of 105 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 wordt het dokument vermeld bij artikel 7 of bij artikel 11 door de inrichtende macht of door het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in vier exemplaren gericht aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, uiterlijk twintig dagen vóór de opening van een opleidingsafdeling of -eenheid door bedoelde inrichting.

Art. 21. Het dokument wordt geïseerd door het inspectielid dat als opdracht heeft de groep van inspecteurs, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, te begeleiden.

Art. 22. Het bestuur stuurt één exemplaar van het geïseerde dokument terug naar het betrokken onderwijsnet en een ander naar de betrokken inrichtende macht of de betrokken inrichting.

Het bestuur behoudt één exemplaar, de inspectiedienst eveneens.

Art. 23. Wanneer artikel 137 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 van toepassing is, deelt de inrichtende macht of het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, ook aan het bestuur de voorwaarden voor de omvorming van de bestaande afdeling mee.

Art. 24. De inrichtende macht of het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt gemachtigd, binnen de perken van de wets- en reglementsbepalingen, om de geplande opleidingsafdeling of -eenheid te openen zodra ze/hij in het bezit is van het geïseerde dokument vermeld in artikel 16, lid 1 of in artikel 22, lid 1, of bij de eerste organisatie van de opleidingsafdeling of -eenheid, wanneer de termijn van twintig dagen, vermeld bij artikel 14 of 20, wel degelijk in acht werd genomen en verstreken is.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992.

Art. 26. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

BIJLAGE 1

ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE VAN STELSEL 1

Dokument 8bis — Pedagogisch dossier — Opleidingseenheid

1. Dit voorstel gaat uit van het net (1)
 - Franse Gemeenschap Vrij — confessioneel
 - Provinciaal en gemeentelijk Vrij — niet confessioneel
 en heeft betrekking op volgende inrichting :
 - benaming :
 - volledig adres :
 - stamnummer :
 - telefoonnummer :

2. Benaming van de opleidingseenheid :
 -
 -
 -

3. Finaliteiten van de opleidingseenheid (O.E.) opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

4. Vereiste voorkennis : opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

5. Indeling van de O.E. :
 - (1) secundair onderwijs : doorstroming (1) kwalifikatie (1)
lagere (1) graad
 - hogere (1)
 - (1) hoger onderwijs van het korte type :
categorie : (2)
 - (1) hoger onderwijs van het lange type :
categorie : (2)

6. Bijzondere aanbeveling tot splitsing of hergroepering :
opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

7. Studiebewijs na afloop van de O.E. : (2)
 -
 -

8. Programma van de leergang(en) :
opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

9. Beoordeling van de eindbekwaamheid :
opgenomen in bijlage (2) met bladzijden (2)

10. Profiel van de lesgever(s) :
opgenomen in bijlage (2) met bladzijden (2)

(1) schappen wat niet nodig is
(2) aan te vullen

11. Lesrooster van de O.E. :

A. Minimaal lesrooster

1. Benaming van de vakken

.....

2. Autonoom gedeelte

.....

3. Studieraad

Toelating van de leerlingen

Inhaallessen

Eindbalans

Indeling
van de
vakken (2)Totaal
aantal
lestijden (3)

Totaal lestijden

B. Eventueel bijkomend gedeelte

.....

Totaal lestijden

C. Algemeen totaal lestijden

12. Datum van het voorstel :

Handtekening van :

Inrichtingshoofd van de F.G. (1)

Vertegenwoordiger van de gesubsidieerde inrichtende macht (1)

13. Opmerkingen van de inspectiediensten (eventuele bijlage)

Datum : Handtekening :

14. BESLISSING — AKKOORD — VOORLOFIG AKKOORD — NIET AKKOORD (1)

Motivering van de beslissing :

Datum : Handtekening :

- (1) schrappen wat niet nodig is
 (2) AV, BV, TV, TVBP, BP, BVL
 (3) 1 lestijd : vijftig minuten

BIJLAGE 2

ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE VAN STELSEL 1

Dokument 8ter — Pedagogisch dossier — Afdeling

1. Dit voorstel gaat uit van het net (1)

- Franse Gemeenschap Vrij — confessioneel
- Provinciaal en gemeentelijk Vrij — niet confessioneel

en heeft betrekking op volgende inrichting :

benaming :

volledig adres :

stamnummer :

telefoonnummer :

2. Benaming van de afdeling :

.....

.....

3. Finaliteiten : opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

4. Vereiste voorkennis : opgenomen in bijlage nr. (2) met bladzijden (2)

5. Indeling van de O.E. :

- L.S.O. H.O.K.T. categorie :
- H.S.O. H.O.L.T. categorie :

6. Studiebewijs na afloop van de afdeling : (2)

.....

7. Opleidingseenheden die de afdeling samenstellen :

Benaming	Indeling	Aantal lestijden
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

8. Wijze van kapitalisatie :

.....

9. Datum van het voorstel :

Handtekening :

inrichtingshoofd FG (1)

verlegenwoordiger gesubsidieerde inrichtende macht (1)

10. Opmerkingen van de inspectiedienst

Datum : Handtekening :

11. BESLISSING — AKKOORD — VOORLOPIG AKKOORD — NIET AKKOORD (1)

Motivering van de beslissing :

Datum : Handtekening :

(1) schrappen wat niet nodig is
 (2) aan te vullen